

Année de la première occupation ou, si celle-ci n'est pas connue avec certitude, la deuxième année suivant l'année pendant laquelle l'adjudication a été approuvée par la Société flamande du Logement	Coefficient pour le calcul du coût actualisé de l'habitation
1966	2,6423
1967	2,5950
1968	2,6176
1969	2,5014
1970	2,3365
1971	2,2721
1972	2,1594
1973	1,9884
1974	1,5660
1975	1,4488
1976	1,3615
1977	1,2671
1978	1,2473
1979	1,2397
1980	1,2084
1981	1,2367
1982	1,2656
1983	1,2334
1984	1,1904
1985	1,1603
1986	1,1863
1987	1,1410
1988	1,1083
1989	1,0620
1990	1,0240
1991	0,9740
1992	0,9450
1993	0,9404
1994	0,9558
1995	0,9473
1996	0,9662
1997	1,0000

Art. 2. Le présent arrêté prend ses effets le 1^{er} juillet 1998.

Bruxelles, le 30 juillet 1998.

L. PEETERS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 98 — 2112

[C - 98/27479]

16 JUILLET 1998. — Décret portant réglementation du transport des élèves fréquentant les établissements d'enseignement organisés ou subventionnés par la Communauté française sur le territoire de la région de langue française (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE Ier. — Du champ d'application

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1^{er}, de celle-ci.

Il est applicable sur le territoire de la région de langue française à l'exception des articles 3 et 14 qui sont applicables sur le territoire de la Région wallonne.

TITRE II. — Des dispositions générales**CHAPITRE Ier. — Définitions**

Art. 2. Au sens du présent décret, on entend par :

1° loi du 29 mai 1959 : la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement;

2° transport scolaire : le transport des élèves au départ des points d'embarquement ou, dans le cas visé par l'article 20 de la loi du 6 juillet 1970, de la résidence, du home ou de la famille d'accueil vers l'école organisée ou subventionnée par la Communauté française et inversement.

Ce transport comprend :

a) le transport d'élèves de libre choix : le transport des élèves vers l'école confessionnelle ou non confessionnelle la plus proche de leur domicile pour autant que les parents ne trouvent pas l'orientation d'études choisie dans une telle école, située à une distance raisonnable fixée en application de l'article 4 de la loi du 29 mai 1959;

b) le transport d'élèves de commodité : le transport des élèves vers l'école confessionnelle ou non confessionnelle la plus proche de leur domicile, lequel est situé à une distance inférieure à la distance raisonnable fixée en application de l'article 4 de la loi du 29 mai 1959. Il suppose que l'élève ne puisse atteindre l'école dans un temps raisonnable et avec une sécurité suffisante. Est également réputé « transport de commodité » le transport d'élèves vers l'établissement le plus proche du domicile qui ne peut être considéré comme appartenant à un caractère déterminé selon le critère de l'article 4 de la loi du 29 mai 1959 pour autant qu'il n'existe pas, à une distance moindre du domicile de l'élève, à la fois une école confessionnelle et une école non confessionnelle;

3° transport de convivialité : le transport effectué au moyen d'un véhicule de type voiture, au sens de l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité, conduit par une personne dispensée du certificat de sélection médicale au sens de l'arrêté royal du 20 septembre 1991 relatif à la sélection et à la surveillance médicales des conducteurs de véhicules à moteur;

4° zone coordonnée : le territoire tel qu'il est fixé en annexe du présent décret, sur lequel la Région wallonne prend en charge le transport en commun des élèves, organisé pour toutes les écoles, dans les mêmes conditions, suivant les mêmes critères et en concertation avec les pouvoirs organisateurs concernés;

5° domicile :

a) le lieu où l'élève a son principal établissement au sens de l'article 102 du Code civil;

b) en l'absence de résidence commune des père et mère :

— soit le domicile du parent qui a la garde de l'élève;

— soit, en cas de garde alternée, le domicile respectif des père et mère;

c) le lieu où réside effectivement l'élève lorsqu'il est placé dans un établissement d'hébergement, dans un internat, dans un home ou dans une famille d'accueil, en vertu de la législation sur la protection de la jeunesse.

CHAPITRE II. — De l'autorisation de transport

Art. 3. L'autorisation d'exploiter un service régulier spécialisé de transport scolaire peut être octroyée par le Gouvernement pour une durée maximale de dix années, sans toutefois que cette durée ne puisse excéder celle du contrat relatif audit service.

L'autorisation est refusée ou retirée dans l'un des cas suivants :

1° si les élèves qui utilisent le transport scolaire en paient le prix suivant un tarif différent de celui prévu à l'article 4;

2° si l'itinéraire est desservi de manière suffisante par une société de transport public moyennant, le cas échéant, une adaptation de l'itinéraire, pourvu qu'il n'en résulte pas un surcroît de dépenses à charge du budget régional.

CHAPITRE III. — Des tarifs

Art. 4. § 1^{er}. Le prix du transport scolaire est fixé suivant le tarif arrêté par le Gouvernement pour le transport de voyageurs sur le réseau des sociétés de transport public de la Région wallonne.

§ 2. Sauf application de l'article 5, les élèves relevant de l'enseignement spécial bénéficient de la gratuité du transport.

§ 3. Les élèves fréquentant un établissement de l'enseignement ordinaire acquittent le prix du transport en fonction de la distance parcourue.

Toutefois, sauf application de l'article 5, les élèves bénéficiant du transport scolaire de libre choix acquittent le prix visé au paragraphe 1^{er} à concurrence du montant correspondant à la distance raisonnable dont il est question à l'article 4 de la loi du 29 mai 1959.

CHAPITRE IV. — Des dérogations

Art. 5. Moyennant l'avis unanime de la commission consultative déconcentrée concernée, le Gouvernement peut autoriser la prise en charge d'élèves fréquentant une école de libre choix qui n'est pas la plus proche de leur domicile dans le cadre d'un transport d'élèves de libre choix.

Cette autorisation ne peut être accordée que pour réduire le coût de l'organisation du transport, sans diminuer la qualité du service, ou pour améliorer le service sans augmenter le coût de l'organisation.

Le prix du transport, calculé suivant le tarif visé à l'article 4, § 1^{er}, est intégralement à charge du bénéficiaire de l'autorisation.

TITRE III. — Du transport dans les zones coordonnéesCHAPITRE Ier. — *Mission et mise en œuvre*

Art. 6. Le Gouvernement est chargé, suivant les modalités qu'il détermine, et à défaut de transport public répondant aux besoins, d'assurer les transports d'élèves de libre choix fréquentant les écoles situées sur le territoire de la région de langue française.

Il peut également assurer, suivant les modalités qu'il détermine, et à défaut de transport public répondant aux besoins, les transports d'élèves de commodité fréquentant les écoles situées sur le territoire de la région de langue française.

Art. 7. § 1^{er}. Le Gouvernement confie à ses services les tâches relevant d'une fonction d'autorité. Parmi ces tâches, figurent principalement la coordination du transport, la mise en œuvre et le suivi de la concertation et de la coordination entre les réseaux scolaires, les propositions de nouvelle réglementation, le respect de la réglementation ainsi que l'exploitation des services de transport scolaire avant leur transfert aux sociétés conformément au paragraphe 2.

§ 2. Dans les zones coordonnées, le Gouvernement confie les tâches relevant de la fonction d'exploitation des services de transport précités aux sociétés visées aux articles 1^{er} et 18 du décret du 21 décembre 1989 relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne.

Dans les zones non coordonnées, ces tâches relèvent des services du Gouvernement.

§ 3. Une mission de concertation en vue d'assurer le respect du Pacte scolaire est dévolue aux commissions consultatives visées au chapitre II.

CHAPITRE II. — *Des commissions consultatives*

Art. 8. § 1^{er}. Sont créées une commission consultative centrale et des commissions consultatives déconcentrées dont le Gouvernement règle la compétence territoriale, la composition et le fonctionnement dans le respect des principes ci-après.

Les commissions consultatives sont composées de six représentants des pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement et de deux représentants des organisations de parents des élèves qui bénéficient du transport organisé en vertu du présent décret. Ils ont voix délibérative.

Font également partie des commissions, mais avec voix consultative, un représentant de l'association des transporteurs professionnels la plus représentative ainsi qu'un représentant du Gouvernement et, pour la commission centrale, s'il en propose, un représentant du Collège de la Commission communautaire française. Font partie, avec voix consultative, de la commission centrale, un représentant de la S.R.W.T., et des commissions consultatives déconcentrées, un représentant du TEC concerné.

Chacune des commissions consultatives est composée de manière telle que ni les membres qui représentent l'enseignement confessionnel, ni les membres qui représentent l'enseignement non confessionnel n'y disposent de la majorité des voix.

§ 2. La commission consultative centrale est présidée par un délégué du Gouvernement. Les commissions consultatives déconcentrées sont quant à elles présidées alternativement par un représentant de l'enseignement confessionnel et par un représentant de l'enseignement non confessionnel.

Le Gouvernement désigne le secrétaire de chacune des commissions consultatives, lequel est placé sous l'autorité fonctionnelle et dans la ligne hiérarchique des services du Gouvernement.

§ 3. Le mandat des membres des commissions est gratuit. Il est octroyé, aux membres ne faisant pas partie des services du Gouvernement, une indemnité pour frais de déplacement de leur domicile jusqu'à l'endroit où se tient la réunion à concurrence de la valeur d'un billet de première classe des chemins de fer.

§ 4. La commission consultative centrale élabore un règlement d'ordre intérieur, applicable à l'ensemble des commissions, qu'elle soumet à l'approbation du Gouvernement dans le mois de son adoption.

Art. 9. La commission consultative centrale transmet au Gouvernement, d'initiative ou à sa demande, ses avis et propositions relatifs à la politique générale des transports scolaires.

Les commissions consultatives déconcentrées transmettent au Ministre ayant les transports scolaires dans ses attributions, d'initiative ou à sa demande, leurs avis sur les questions particulières relatives au droit au transport dans leur ressort.

Art. 10. Les commissions consultatives rendent un avis motivé dans le délai fixé par le Gouvernement. L'avis est valablement donné pour autant que chaque pouvoir organisateur soit représenté et que la majorité des trois quarts des voix des membres présents ou représentés soit atteinte.

Si une commission consultative déconcentrée ne parvient pas à émettre valablement un avis dans le délai fixé, le dossier est évoqué auprès de la commission consultative centrale.

Si la commission consultative centrale ne parvient pas à émettre valablement un avis dans le délai fixé, le dossier est soumis au Gouvernement par l'intermédiaire du Ministre ayant les transports scolaires dans ses attributions.

CHAPITRE III. — *Des interdictions et des sanctions*

Art. 11. § 1^{er}. Encourt une amende administrative de 20 000 à 100 000 francs le pouvoir organisateur d'un établissement d'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française où sont inscrits les élèves transportés, qui, dans une zone coordonnée, organise lui-même ou, de son consentement, exprès ou tacite, par un tiers interposé, un service de transport scolaire alors qu'un tel transport est organisé en faveur dudit établissement par le Gouvernement.

§ 2. Cette infraction fait l'objet d'un procès-verbal établi, dans les trois jours ouvrables à dater de sa constatation, par les fonctionnaires désignés à cet effet par le Gouvernement.

Dans les dix jours qui suivent la date du procès-verbal, ces mêmes fonctionnaires en notifient copie au pouvoir organisateur et au fonctionnaire délégué par le Gouvernement.

Le pouvoir organisateur dispose de quinze jours à dater de la notification du procès-verbal pour faire valoir ses moyens de défense.

Le fonctionnaire délégué fixe le montant de l'amende.

Cette décision est notifiée au pouvoir organisateur en même temps que l'invitation à acquitter son montant.

§ 3. Le Gouvernement fixe le délai et les modalités de paiement de l'amende.

Le Gouvernement statue sur les requêtes ayant pour objet la remise ou la réduction des amendes infligées en application du présent article.

§ 4. Si une nouvelle infraction est constatée dans les trois ans à compter de la date du procès-verbal, les montants visés au paragraphe 1^{er} sont doublés.

Art. 12. Chaque année, le Gouvernement informe les commissions compétentes du Conseil régional wallon de l'application du présent titre.

TITRE IV. — Du transport dans les zones non coordonnées

Art. 13. La commission consultative centrale visée à l'article 8 rend un avis motivé sur toute demande d'autorisation d'exploiter un service régulier spécialisé de transport prévue à l'article 3, suivant les modalités fixées par l'article 10.

La même commission consultative centrale émet l'avis unanime requis à l'article 5.

TITRE V. — Des dispositions finales, modificatives et abrogatoires

Art. 14. A l'article 13, § 1^{er} et § 4, alinéa 1^{er}, de l'arrêté-loi du 30 décembre 1946 relatif aux transports rémunérés de voyageurs par route effectués par autobus et autocars ainsi qu'à l'article 1^{er}, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 31 juillet 1980 fixant les conditions d'octroi des autorisations de services spéciaux d'autobus, la référence à la loi du 26 avril 1962 relative au transport en commun des élèves des établissements d'enseignement est remplacée par une référence au présent décret.

Art. 15. Sont abrogés :

1° sur le territoire de la Région wallonne, la loi du 26 avril 1962 relative au transport en commun des élèves des établissements d'enseignement;

2° sur le territoire de la région de langue française :

a) l'article 4, alinéa 3, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement;

b) la loi du 15 juillet 1983 portant création du Service national de transport scolaire.

TITRE VI. — De l'entrée en vigueur

Art. 16. Pour les zones fixées en annexe du présent décret et non coordonnées, les dispositions du titre III entrent en vigueur progressivement à une date fixée par le Gouvernement.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 16 juillet 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E, du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Equipement et des Transports,
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCION

—
Note

(1) *Session 1997-1998 :*

Documents du Conseil 373 (1997-1998), n^{os} 1 à 7.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 8 juillet 1998. Discussion. — Vote.

ANNEXE

PROVINCE DU BRABANT WALLON

- commune de Grez-Doiceau
- communes de Beauvechain, Héléchine, Incourt, Perwez
- communes de Jodoigne, Orp-Jauche, Ramillies
- communes de Braine-l'Alleud, Braine-le-Château, Genappe, Ittre, La Hulpe, Lasne, Nivelles, Rebecq, Tubize, Waterloo
- communes de Chastre, Chaumont-Gistoux, Court-Saint-Etienne, Louvain-la-Neuve, Mont-Saint-Guibert, Ottignies, Rixensart, Walhain, Wavre.

PROVINCE DU HAINAUT

- cantons de Beaumont et de Chimay
- commune de Gerpinnes
- communes d'Anderlues, Lobbes, Thuin
- communes de Fontaine-l'Evêque, Gerpinnes, Les Bons Villers
- commune de Châtelet
- communes d'Aiseau-Presles, Farciennes, Fleurus
- communes de Chapelle-lez-Herlaimont, Ham-sur-Heure, Nalinnes
- commune de Montigny-le-Tilleul
- communes de Courcelles, Pont-à-Celles
- Charleroi (Couillet, Marcinelle, Mont-sur-Marchienne)
- Charleroi (centre)
- Charleroi (Dampremy, Gosselies, Goutroux, Jumet, Monceau-sur-Sambre, Marchienne-au-Pont, Roux)
- Charleroi (Gilly, Lodelinsart, Montignies-sur-Sambre, Ransart)
- communes de Celles, Ellezelles, Frasnes-lez-Anvaing, Mont-de-l'Enclus
- communes d'Ath, Brugelette, Chièvres, Flobecq, Lens, Lessines, Silly
- communes de Braine-le-Comte, Ecaussinnes, Enghien, Soignies
- communes de La Louvière, Le Rœulx, Manage, Seneffe
- communes de Binche, Erquelinnes
- arrondissement de Mons (sauf Lens)
- communes de Belœil, Bernissart, Leuze, Peruwelz
- communes d'Antoing, Brunehaut, Rumes, Tournai
- arrondissement de Mouscron, et communes d'Estaimpuis, Pecq.

PROVINCE DE LIEGE

- communes de Lierneux, Malmedy, Stavelot, Stoumont, Trois-Ponts, Waimes, Welkenraedt
- commune de Burdinne
- commune de Ferrières
- communes d'Aubel, Plombières, Thimister-Clermont
- communes de Baelen, Jalhay, Limbourg, Spa, Theux
- commune d'Olné
- commune de Pepinster
- commune de Hannut
- communes de Braives, Geer, Lincet, Wasseiges
- arrondissement de Huy
- commune de Neupré
- commune de Saint-Georges-sur-Meuse
- arrondissement de Waremme
- communes de Bassenge, Blégny, Esneux, Herstal, Juprelle, Oupeye, Neupré, Visé
- commune de Comblain-au-Pont
- communes d'Aywaille, Chaudfontaine, Sprimont, Trooz
- communes de Beyne-Heusay, Fléron, Soumagne
- communes de Flémalle, Grâce-Hollogne, Seraing
- commune de Herve
- communes de Dison, Verviers
- communes d'Ans, Awans, Saint-Nicolas
- Liège (Rocourt)
- Liège (Angleur, Chênée, Grivegnée)
- Liège (Bressoux, Jupille-sur-Meuse, Wandre)
- Liège (centre, Glain).

PROVINCE DU LUXEMBOURG

- tous les arrondissements.

PROVINCE DE NAMUR

- communes de Anhéé, Beauraing, Dinant, Hastière, Onhaye, Rochefort, Somme-Leuze
- communes de Bièvre, Ciney, Gedinne, Hamois, Havelange, Houyet, Vresse-sur-Semois
- commune d'Yvoir
- communes d'Andenne, Fosses-la-Ville, Jemeppe-sur-Sambre, Profondeville, Sambreville
- communes d'Assesse, Gesves, Ohey
- arrondissement de Philippeville
- communes de Floreffe, Mettet
- communes de Eghezée, Fernelmont, La Bruyère

- communes de Gembloux, Sombreffe
- arrondissement de Marche (rattaché à Namur)
- Namur (sauf sections de Loyers, Nannine, Andoy, Erpent, Dave, Jambes, Wépion)
- Namur (sections de Loyers, Nannine, Andoy, Erpent, Dave, Jambes)
- Namur (section de Wépion).

Vu pour être annexé au décret du 16 juillet 1998 portant réglementation du transport des élèves fréquentant les établissements d'enseignement organisés ou subventionnés par la Communauté française sur le territoire de la région de langue française.
Namur, le 16 juillet 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCION

ÜBERSETZUNG
MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 98 — 2112

[C — 98/27479]

16. JULI 1998 — Dekret zur Regelung des Transports der Schüler, die die von der französischen Gemeinschaft organisierten oder bezuschuften Unterrichtseinrichtungen auf dem französischsprachigen Gebiet besuchen (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

TITEL I — Anwendungsbereich

Artikel 1 - Das vorliegende Dekret regelt in Anwendung des Artikels 138 der Verfassung, ein in Artikel 127, § 1 derselben erwähntes Sachgebiet.

Das Dekret ist auf das französischsprachige Gebiet anwendbar, mit Ausnahme der Artikel 3 und 14, die auf dem Gebiet der wallonischen Region anwendbar sind.

TITEL II — Allgemeines

KAPITEL I — *Definitionen*

Art. 2 - Im Sinne des vorliegenden Dekrets gelten folgende Definitionen:

1° Das Gesetz vom 29. Mai 1959: das Gesetz vom 29. Mai 1959 zur Abänderung gewisser Bestimmungen der Gesetzgebung des Unterrichtswesens;

2° Der Schülertransport: der Transport der Schüler vom Ausgangspunkt der Haltestellen oder, in dem in Artikel 20 des Gesetzes vom 6. Juli 1970 erwähnten Fall, vom Wohnsitz, Heim oder von der Pflegefamilie zu der von der französischen Gemeinschaft organisierten oder bezuschuften Schule und umgekehrt.

Dieser Transport umfaßt:

a) den Schülertransport freier Wahl: den Transport der Schüler zu der ihrem Wohnsitz am nächstgelegenen konfessionellen oder nichtkonfessionellen Schule, insofern die Eltern die gewählte Studienrichtung nicht in einer derartigen Schule vorfinden, die sich in einer angemessenen Entfernung befindet, wie sie in Anwendung des Artikels 4 des Gesetzes vom 29. Mai 1959 festgelegt wurde;

b) den Schülertransport aus Bequemlichkeitsgründen: den Transport der Schüler zu der ihrem Wohnsitz am nächstgelegenen konfessionellen oder nichtkonfessionellen Schule, wobei der Wohnsitz sich in einer geringeren als der angemessenen Entfernung befindet, wie sie in Anwendung des Artikels 4 des Gesetzes vom 29. Mai 1959 festgelegt wurde. Dieser setzt voraus, daß der Schüler die Schule nicht in einem angemessenen Zeitraum und nicht mit genügender Sicherheit erreichen kann. Zu dem Transport aus Bequemlichkeitsgründen gehört ebenfalls der Schülertransport zu der Unterrichtseinrichtung, die dem Wohnsitz am nächsten liegt und der nicht als einem nach dem Kriterium des Artikels 4 des Gesetzes vom 29. Mai 1959 bestimmten Charakter angehörend betrachtet werden kann, insofern weder eine konfessionelle, noch eine nichtkonfessionelle Schule in einer geringeren als der angemessenen Entfernung vom Wohnsitz vorhanden ist;

3° Der benutzerfreundliche Transport: der Transport mittels eines Fahrzeugs des Typs Personenwagen, im Sinne des Artikels 1 des Königlichen Erlasses vom 15. März 1968 zur allgemeinen Ordnung über die technischen Bedingungen, die von den Kraftfahrzeugen, deren Anhängern und Bauteilen, sowie deren Sicherheitszubehör zu erfüllen sind und das von einer Person gesteuert wird, die nicht eines ärztlichen Attests bedarf, im Sinne des Königlichen Erlasses vom 20. September 1991 bezüglich der medizinischen Auswahl und Aufsicht der Fahrer von Kraftfahrzeugen;

4° Das koordinierte Gebiet: das Gebiet, sowie es in der dem vorliegenden Dekret beigelegten Anlage festgelegt wird, auf dem die wallonische Region den öffentlichen Schülertransport übernimmt, der für alle Schulen, zu den gleichen Bedingungen, nach den gleichen Kriterien und in Vereinbarung mit den betroffenen Schulträgern organisiert wird;

5° Der Wohnsitz:

a) der Ort, an dem der Schüler seinen Hauptwohnsitz hat, im Sinne des Artikels 102 des Zivilgesetzbuches;

b) bei Fehlen eines gemeinsamen Aufenthaltsortes von Vater und Mutter:

— entweder die Wohnung des Elternteils, der das Sorgerecht für den Schüler ausübt;

— oder, im Falle eines gemeinsamen Sorgerechts, die jeweilige Wohnung von Vater und Mutter;

c) der Ort, an dem der Schüler tatsächlich ständig wohnt, wenn er in einer Beherbergungsanstalt, in einem Internat, in einem Heim oder in einer Pflegefamilie untergebracht ist, im Sinne der Jugendschutzgesetzgebung.

KAPITEL II — *Transportgenehmigung*

Art. 3 - Die Genehmigung zur Betreibung eines regelmäßigen Schülertransportdienstes kann von der Regierung für eine Dauer von höchstens zehn Jahren gewährt werden, jedoch ohne daß diese Dauer diejenige des Vertrags bezüglich besagten Transportdienstes überschreiten darf.

Die Genehmigung wird in einem der folgenden Fälle verweigert oder entzogen:

1° falls die Schüler, die den Schülertransport benutzen, den Preis dafür zahlen, der einem anderen Tarif entspricht als demjenigen, der in Artikel 4 vorgesehen ist;

2° falls die Strecke ausreichend von einer öffentlichen Verkehrsgesellschaft versorgt wird, gegebenenfalls mit einer Anpassung der Strecke, vorausgesetzt, daß sich dadurch keine zusätzlichen Ausgaben auf Kosten des regionalen Haushalts ergeben.

KAPITEL III — *Tarife*

Art. 4 - § 1 - Der Preis für den Schülertransport wird nach dem von der Regierung für die Personenbeförderung auf dem Netz der öffentlichen Verkehrsgesellschaften der Wallonischen Region bestimmten Tarif festgelegt.

§ 2 - Unter Vorbehalt des Artikels 5 wird den Schülern der Sonderschulen für den Transport der Nulltarif gewährt.

§ 3 - Die Schüler, die eine Unterrichtseinrichtung des gewöhnlichen Unterrichtswesens besuchen, zahlen für den Transport den Preis je nach der zurückgelegten Strecke.

Unter Vorbehalt des Artikels 5 zahlen jedoch die Schüler, die den Transport der Schüler freier Wahl in Anspruch nehmen, den in Paragraph 1 erwähnten Preis bis zu dem Betrag, der der angemessenen Entfernung entspricht, von der in Artikel 4 des Gesetzes vom 29. Mai 1959 die Rede ist.

KAPITEL IV — *Abweichungen*

Art. 5 - Mittels des einstimmigen Gutachtens des betreffenden dezentrierten Beratungsausschusses kann die Regierung im Rahmen eines Schülertransports freier Wahl ebenfalls die Übernahme des Transports der Schüler genehmigen, die eine frei ausgewählte Schule besuchen, die ihrem Wohnsitz nicht am nächsten liegt.

Diese Genehmigung kann nur gewährt werden, um die Organisationskosten für den Transport herabzusetzen, ohne die Qualität der Dienstleistung zu verringern, oder um die Dienstleistung zu verbessern ohne die Organisationskosten zu erhöhen.

Der nach dem in Artikel 4 § 1 erwähnten Tarif berechnete Transportpreis geht vollständig zu Lasten des Empfängers der Genehmigung.

TITEL III — *Transport in den koordinierten Gebieten*

KAPITEL I — *Aufgabe und Anwendung*

Art. 6 - Die Regierung wird gemäß den von ihr bestimmten Modalitäten und in Ermangelung eines den Bedürfnissen entsprechenden öffentlichen Verkehrsbetriebs damit beauftragt, den Transport von Schülern freier Wahl, die die auf dem französischsprachigen Gebiet gelegenen Schulen besuchen, zu gewährleisten.

Sie kann ebenfalls gemäß den von ihr bestimmten Modalitäten und in Ermangelung eines den Bedürfnissen entsprechenden öffentlichen Verkehrsbetriebs, den Transport von Schülern aus Bequemlichkeitsgründen, die die auf dem französischsprachigen Gebiet gelegenen Schulen besuchen, gewährleisten.

Art. 7 - § 1 - Die Regierung überträgt ihren Dienststellen die Aufgaben, die einer Amtsgewalt unterliegen. Zu diesen Aufgaben gehören hauptsächlich die Koordination des Transports, die Durchführung und Weiterverfolgung der Konzertierung und der Koordination zwischen den Unterrichtsnetzen, die Vorschläge zu einer neuen Regelung, die Beachtung der Regelung sowie die Betreibung der Verkehrsleistung für den Schülertransport vor dessen Übertragung auf die Betriebsgesellschaften gemäß Paragraph 2.

§ 2 - In den koordinierten Gebieten überträgt die Regierung die Aufgaben, die in den Funktionsbereich des Verkehrsbetriebs des oben erwähnten Schülertransports fallen, auf die in den Artikeln 1 und 18 des Dekrets vom 21. Dezember 1989 über die öffentlichen Verkehrsbetriebe in der wallonischen Region erwähnten Betriebe.

In den nicht koordinierten Gebieten fallen diese Aufgaben unter die Zuständigkeit der Dienststellen der Regierung.

§ 3 - Eine Konzertierungsaufgabe, um die Beachtung des Schulpakts zu gewährleisten, fällt den in Kapitel II erwähnten Beratungsausschüssen zu.

KAPITEL II — *Beratungsausschüsse*

Art. 8 - § 1 - Es werden ein zentraler Beratungsausschuß und dezentrierte Beratungsausschüsse gegründet, deren gebietsgebundene Zuständigkeit, Zusammensetzung und Arbeitsweise unter Beachtung der nachstehenden Prinzipien von der Regierung geregelt werden.

Die Beratungsausschüsse setzen sich aus sechs Vertretern der Schulträger der Unterrichtseinrichtungen und zwei Vertretern der Elternorganisationen der Schüler, die den gemäß dem vorliegenden Dekret organisierten Transport in Anspruch nehmen, zusammen.

Sie haben eine beschließende Stimme.

Zu den Ausschüssen gehören ebenfalls, jedoch mit beratender Stimme, ein Vertreter des repräsentativsten Verkehrsunternehmerverbandes, sowie ein Vertreter der Regierung und, was den zentralen Ausschuß betrifft, ein Vertreter des Kollegiums der französischen Gemeinschaftskommission, falls dieser vorgeschlagen wird. Weiter gehören

dazu, mit beratender Stimme, ein Vertreter der "Société régionale wallonne du Transport" (Regionale Wallonische Verkehrsgesellschaft) für den zentralen Ausschuß, und ein Vertreter der betroffenen "TEC"-Gesellschaft für die dezentrierten Beratungsausschüsse.

Jeder der Beratungsausschüsse ist derart zusammengesetzt, daß weder die das konfessionelle Unterrichtswesen vertretenden Mitglieder, noch die das nichtkonfessionelle Unterrichtswesen vertretenden Mitglieder über die Stimmenmehrheit verfügen.

§ 2 - Den Vorsitz des zentralen Beratungsausschusses führt ein Beauftragter der Regierung. Den Vorsitz der dezentrierten Beratungsausschüsse führen abwechselnd ein Vertreter des konfessionellen Unterrichtswesens und ein Vertreter des nichtkonfessionellen Unterrichtswesens.

Die Regierung ernennt den Sekretär eines jeden der Beratungsausschüsse. Dieser wird unter die Amtsgewalt und in die Rangordnung der Dienststellen der Regierung gestellt.

§ 3 - Das Mandat der Ausschußmitglieder ist unentgeltlich. Den Mitgliedern, die nicht den Dienststellen der Regierung angehören, wird für die Fahrtkosten von ihrem Wohnsitz zu dem Ort, an dem die Versammlung stattfindet, eine Entschädigung bis zum Wert einer Eisenbahnfahrkarte erster Klasse gewährt.

§ 4 - Der zentrale Beratungsausschuß arbeitet eine auf die gesamten Ausschüsse anwendbare allgemeine Dienstordnung aus, die er innerhalb des Monats ihrer Verabschiedung der Regierung zur Genehmigung vorlegt.

Art. 9 - Der zentrale Beratungsausschuß übermittelt der Regierung aus eigener Initiative oder auf deren Anfrage seine Gutachten und Vorschläge hinsichtlich des allgemeinen Schülertransports.

Die dezentrierten Beratungsausschüsse übermitteln dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Schülertransport gehört, aus eigener Initiative oder auf dessen Anfrage, ihre Gutachten über besondere Fragen bezüglich des Anspruchs auf den Transport in ihrem Zuständigkeitsbereich.

Art. 10 - Die Beratungsausschüsse geben innerhalb der von der Regierung festgelegten Frist ein begründetes Gutachten ab. Das Gutachten wird auf gültige Weise abgegeben, wenn jeder Schulträger vertreten und die Dreiviertelmehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Mitglieder erreicht wird.

Falls ein dezentrierter Beratungsausschuß kein Gutachten auf gültige Weise innerhalb der festgelegten Frist abgeben kann, wird die Akte dem zentralen Beratungsausschuß vorgelegt.

Falls der zentrale Beratungsausschuß kein Gutachten auf gültige Weise abgeben kann, wird die Akte der Regierung über den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Schülertransport gehört, unterbreitet.

KAPITEL III — Verbote und Strafen

Art. 11 - § 1 - Der Schulträger einer von der französischen Gemeinschaft organisierten oder bezuschußten Unterrichtseinrichtung, in der die beförderten Schüler eingeschrieben sind, der in einem koordinierten Gebiet selber oder mit seinem absichtlichen oder stillschweigenden Einverständnis durch eine Drittperson den Schülertransport organisiert, obwohl ein solcher Transport zugunsten besagter Unterrichtseinrichtung von der Regierung organisiert wird, setzt sich einer Ordnungsstrafe in Höhe von 20 000 bis 100 000 BEF aus.

§ 2 - Dieser Verstoß ist Gegenstand eines Protokolls, das innerhalb von drei Werktagen ab seiner Feststellung von den zu diesem Zweck von der Regierung bezeichneten Beamten aufgenommen wird.

Innerhalb der zehn Tage, die auf das Datum des Protokolls folgen, stellen dieselben Beamten dem Schulträger und dem von der Regierung beauftragten Beamten eine Abschrift des Protokolls zu.

Der Schulträger verfügt über fünfzehn Tage ab der Zustellung des Protokolls, um seine Verteidigungsmittel geltend zu machen.

Der beauftragte Beamte legt den Betrag der Geldstrafe fest.

Dieser Beschluß wird dem Schulträger gleichzeitig mit der Zahlungsaufforderung der Geldsumme zugestellt.

§ 3 - Die Regierung legt die Frist und die Zahlungsmodalitäten der Strafe fest.

Die Regierung entscheidet über die Gesuche, die den Erlaß oder die Ermäßigung der in Anwendung des vorliegenden Artikels auferlegten Geldstrafen zum Gegenstand haben.

§ 4 - Falls ein erneuter Verstoß innerhalb von drei Jahren ab dem Datum des Protokolls festgestellt wird, so werden die in Paragraph 1 erwähnten Beträge verzweifacht.

Art. 12 - Die Regierung informiert die zuständigen Ausschüsse des wallonischen Regionalrats jährlich über die Anwendung des vorliegenden Titels.

TITEL IV — Transport in den nicht koordinierten Gebieten

Art. 13 - Der in Artikel 8 erwähnte zentrale Beratungsausschuß gibt gemäß den durch den Artikel 10 festgelegten Modalitäten ein begründetes Gutachten über jeden Antrag auf Genehmigung zur Betreibung eines in Artikel 3 vorgesehenen Schülertransportdienstes ab.

Derselbe zentrale Beratungsausschuß gibt das in Artikel 5 erforderte einstimmige Gutachten ab.

TITEL V — Schluß-, Abänderungs- und Aufhebungsbestimmungen

Art. 14 - In Artikel 13 § 1 und § 4 Absatz 1 des Gesetzeserlasses vom 30. Dezember 1946 über den entgeltlichen Personenstraßenverkehr per Linien- oder Streckenbus, sowie in Artikel 1 § 1 des königlichen Erlasses vom 31. Juli 1980 zur Festlegung der Gewährungsbedingungen der Genehmigungen für die Sonderverkehrsleistungen von Linienbussen, wird die Bezugnahme auf das Gesetz vom 26. April 1962 über den öffentlichen Transport von Schülern der Unterrichtseinrichtungen durch die Bezugnahme auf das vorliegende Dekret ersetzt.

Art. 15 - Es werden außer Kraft gesetzt:

1° auf dem Gebiet der wallonischen Region, das Gesetz vom 26. April 1962 über den öffentlichen Transport von Schülern der Unterrichtseinrichtungen;

2° auf dem französischsprachigen Gebiet:

a) der Artikel 4 Absatz 3 des Gesetzes vom 29. Mai 1959 zur Abänderung gewisser Bestimmungen der Gesetzgebung des Unterrichtswesens;

b) das Gesetz vom 15. Juli 1983 zur Gründung des nationalen Schülertransportdienstes.

TITEL VI — Inkrafttreten

Art. 16 - Für die in der Anlage des vorliegenden Dekrets festgelegten und nicht koordinierten Gebiete erfolgt das Inkrafttreten der Bestimmungen des Titels III schrittweise zu einem von der Regierung festgelegten Zeitpunkt.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 16. Juli 1998

Der Minister-Vorsitzende der wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,

M. LEBRUN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,

B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,

W. TAMINIAUX

Der Minister der Forschung, der technischen Entwicklung, des Sports und der internationalen Beziehungen,

W. ANCIEN

Nota

(1) *Sitzungsperiode 1997-1998*

Dokumente des Rates 373 (1997-1998), Nr. 1 bis 7.

Ausführliches Sitzungsprotokoll. — Öffentliche Sitzung vom 8. Juli 1998. Diskussion — Abstimmung.

ANLAGE

PROVINZ WALLONISCH-BRABANT

— die Gemeinde Grez-Doiceau

— die Gemeinden Beauvechain, Hélécine, Incourt, Perwez

— die Gemeinden Jodoigne, Orp-Jauche, Ramillies

— die Gemeinden Braine-l'Alleud, Braine-le-Château, Genappe, Ittre, La Hulpe, Lasne, Nivelles, Rebecq, Tubize, Waterloo

— die Gemeinden Chastre, Chaumont-Gistoux, Court-Saint-Etienne, Louvain-la-Neuve, Mont-Saint-Guibert, Ottignies, Rixensart, Walhain, Wavre.

PROVINZ HENNEGAU

— die Kantone Beaumont und Chimay

— die Gemeinde Gerpennes

— die Gemeinden Anderlues, Lobbes, Thuin

— die Gemeinden Fontaine-l'Evêque, Gerpennes, Les Bons Villers

— die Gemeinde Châtelet

— die Gemeinden Aiseau-Presles, Farciennes, Fleurus

— die Gemeinden Chapelle-lez-Herlaimont, Ham-sur-Heure, Nalinnes

— die Gemeinde Montigny-le-Tilleul

— die Gemeinden Courcelles, Pont-à-Celles

— Charleroi (Couillet, Marcinelle, Mont-sur-Marchienne)

- Charleroi (Zentrum)
- Charleroi (Dampremy, Gosselies, Goutroux, Jumet, Monceau-sur-Sambre, Marchienne-au-Pont, Roux)
- Charleroi (Gilly, Lodelinsart, Montigny-sur-Sambre, Ransart)
- die Gemeinden Celles, Ellezelles, Frasnes-lez-Anvaing, Mont-de-l'Enclus
- die Gemeinden Ath, Brugelette, Chièvres, Flobecq, Lens, Lessines, Silly
- die Gemeinden Braine-le-Comte, Ecaussinnes, Enghien, Soignies
- die Gemeinden La Louvière, Le Rœulx, Manage, Seneffe
- die Gemeinden Binche, Erquennes
- der Bezirk Mons (abgesehen von Lens)
- die Gemeinden Belœil, Bernissart, Leuze, Peruwelz
- die Gemeinden Antoing, Brunehaut, Rumes, Tournai
- der Bezirk Mouscron, und die Gemeinden Estaimpuis, Pecq.

PROVINZ LÜTTICH

- die Gemeinden Lierneux, Malmedy, Stavelot, Stoumont, Trois-Ponts, Waimes, Welkenraedt
- die Gemeinde Burdinne
- die Gemeinde Ferrières
- die Gemeinden Aubel, Plombières, Thimister-Clermont
- die Gemeinden Baelen, Jalhay, Limbourg, Spa, Theux
- die Gemeinde Olne
- die Gemeinde Pepinster
- die Gemeinde Hannut
- die Gemeinden Braives, Geer, Lincent, Wasseiges
- der Bezirk Huy
- die Gemeinde Neupré
- die Gemeinde Saint-Georges-sur-Meuse
- der Bezirk Waremme
- die Gemeinden Bassenge, Blégny, Esneux, Herstal, Juprelle, Oupeye, Neupré, Visé
- die Gemeinde Comblain-au-Pont
- die Gemeinden Aywaille, Chaudfontaine, Sprimont, Trooz
- die Gemeinden Beyne-Heusay, Fléron, Soumagne
- die Gemeinden Flémalle, Grâce-Hollogne, Seraing
- die Gemeinde Herve
- die Gemeinden Dison, Verviers
- die Gemeinden Ans, Awans, Saint-Nicolas
- Lüttich (Rocourt)
- Lüttich (Angleur, Chênée, Grivegnée)
- Lüttich (Bressoux, Jupille-sur-Meuse, Wandre)
- Lüttich (Zentrum, Glain).

PROVINZ LUXEMBURG

— alle Bezirke

PROVINZ NAMUR

— die Gemeinden Anhée, Beauraing, Dinant, Hastière, Onhaye, Rochefort, Somme-Leuze

— die Gemeinden Bièvre, Ciney, Gedinne, Hamois, Havelange, Houyet, Vresse-sur-Semois

— die Gemeinde Yvoir

— die Gemeinden Andenne, Fosses-la-Ville, Jemeppe-sur-Sambre, Profondeville, Sambreville

— die Gemeinden Assesse, Gesves, Ohey

— der Bezirk Philippeville

— die Gemeinden Floreffe, Mettet

— die Gemeinden Eghezée, Fernelmont, La Bruyère

— die Gemeinden Gembloux, Sombreffe

— der Bezirk Marche (angeschlossen an Namur)

— Namur (abgesehen von den Sektionen Loyers, Nannine, Andoy, Erpent, Dave, Jambes, Wépion)

— Namur (die Sektionen Loyers, Nannine, Andoy, Erpent, Dave, Jambes)

— Namur (die Sektion Wépion).

Gesehen, um dem Dekret vom 16. Juli 1998 zur Regelung des Transports der Schüler, die die von der französischen Gemeinschaft organisierten oder bezuschußten Lehranstalten auf dem französischsprachigen Gebiet besuchen, beigefügt zu werden.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 16. Juli 1998

Der Minister-Vorsitzende der wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,
M. LEBRUN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,
B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,
W. TAMINIAUX

Der Minister der Forschung, der technischen Entwicklung, des Sports und der internationalen Beziehungen,
W. ANCION

VERTALING
MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 98 — 2112

[C — 98/27479]

16 JULI 1998. — Decreet houdende reglementering van het vervoer van leerlingen die de door de Franse Gemeenschap op het grondgebied van het Franse taalgebied georganiseerde of gesubsidieerde onderwijsinrichtingen bezoeken (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Toepassingsgebied

Artikel 1. Dit decreet regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 127, § 1, van de Grondwet.

Het is van toepassing op het grondgebied van het Franse taalgebied, met uitzondering van de artikelen 3 en 14 die van toepassing zijn op het grondgebied van het Waalse Gewest.

TITEL II. — Algemene bepalingen

HOOFDSTUK I — Begripsbepalingen

Art. 2. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

1° wet van 29 mei 1959 : de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving;

2° leerlingenvervoer : het vervoer van leerlingen vanaf de instappunten of, zoals bedoeld in artikel 20 van de wet van 6 juli 1970, tussen hun verblijfplaats, tehuis of pleeggezin en de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde school, en in tegenovergestelde richting.

Het vervoer betreft :

a) het leerlingenvervoer naar eigen keuze : het vervoer van leerlingen naar de al dan niet confessionele school die het dichtst bij hun woonplaats gelegen is, voor zover de door de ouders gekozen studierichting niet bestaat in zo'n school, waarbij deze laatste gelegen is op een redelijke afstand die vastgesteld is krachtens artikel 4 van de wet van 29 mei 1959;

b) het leerlingenvervoer gemakshalve : het vervoer van leerlingen naar de al dan niet confessionele school die het dichtst bij hun woonplaats gelegen is, waarbij deze laatste gelegen is op een kleinere afstand dan de redelijke afstand die vastgesteld is krachtens artikel 4 van de wet van 29 mei 1959. Hierbij wordt verondersteld dat de leerling de school

noch binnen een redelijke tijd noch in alle veiligheid kan bereiken. Onder "vervoer gemakshalve" wordt ook verstaan het vervoer van leerlingen naar de inrichting die het dichtst bij hun woonplaats gelegen is en waarvan niet kan worden beweerd dat ze één van de kenmerken vertoont die zijn vastgelegd krachtens artikel 4 van de wet van 29 mei 1959, voor zover dicht bij de woonplaats van de leerling niet tegelijkertijd een confessionele en een niet-confessionele school gelegen zijn;

3° gebruikersvriendelijk vervoer : het vervoer d.m.v. een voertuig (type wagen) in de zin van artikel 1 van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de motorvoertuigen en hun aanhangwagens, de onderdelen en de veiligheidsaccessoires moeten voldoen, dat bestuurd wordt door een persoon die vrijgesteld is van het bewijs van geneeskundige schifting in de zin van het koninklijk besluit van 20 september 1991 betreffende de geneeskundige schifting en het geneeskundig toezicht op de bestuurders van motorvoertuigen;

4° gecoördineerde zone : het grondgebied, zoals opgenomen in de bijlage bij dit decreet, waarop het Waalse Gewest instaat voor het openbaar leerlingenvervoer dat georganiseerd wordt voor alle scholen, onder dezelfde voorwaarden, op grond van dezelfde criteria en in samenspraak met de betrokken inrichtende machten;

5° woonplaats :

a) de plaats waar de leerling zijn hoofdverblijf heeft, in de zin van artikel 102 van het Burgerlijk Wetboek;

b) als de vader en de moeder geen gemeenschappelijke verblijfplaats hebben :

— hetzij de woonplaats van de ouder die de voogdij over de leerling heeft;

— hetzij, in geval van alternerende bewaring, de woonplaats van de vader of van de moeder, al naar gelang het geval;

c) de plaats waar de leerling werkelijk verblijft wanneer hij krachtens de wetgeving op de jeugdbescherming in een opvanginrichting, een internaat, een tehuis of een pleeggezin geplaatst wordt.

HOOFDSTUK II — *Vervoervergunning*

Art. 3. De vergunning om een gespecialiseerde dienst voor geregeld leerlingenvervoer te exploiteren kan door de Regering verleend worden voor een maximale duur van tien jaar, en mag niet langer lopen dan het contract betreffende de dienst.

De vergunning wordt geweigerd of ingetrokken in één van de volgende gevallen :

1° indien de leerlingen die het schoolvervoermiddel gebruiken daarvoor een prijs betalen die berekend is op grond van een ander tarief dan het in artikel 4 bedoelde tarief;

2° indien het vervoer op de route voldoende verzekerd wordt door een maatschappij van openbaar vervoer mits, in voorkomend geval, een aanpassing van de route, op voorwaarde dat ze geen extra-uitgaven ten laste van de gewestelijke begroting tot gevolg heeft.

HOOFDSTUK III — *Tarieven*

Art. 4. § 1. De prijs van het leerlingenvervoer wordt berekend op grond van het tarief dat de Regering bepaalt voor het reizigersvervoer op het net van de maatschappijen van openbaar vervoer in het Waalse Gewest.

§ 2. Behalve toepassing van artikel 5 reizen de leerlingen van het buitengewoon onderwijs gratis.

§ 3. De leerlingen die een inrichting van het gewoon onderwijs bezoeken, betalen de prijs van het vervoer op grond van de afgelegde afstand.

Behalve toepassing van artikel 5 betalen de leerlingen die in aanmerking komen voor het vervoer naar eigen keuze, evenwel de in § 1 bedoelde prijs ten belope van het bedrag dat vastgelegd is voor de redelijke afstand waarvan sprake in artikel 4 van de wet van 29 mei 1959.

HOOFDSTUK IV — *Afwijkingen*

Art. 5. Mits eenparig advies van de betrokken gedecentraliseerde adviescommissie kan de Regering, in het kader van het leerlingenvervoer naar eigen keuze, instemmen met de ophaal van leerlingen van een school naar eigen keuze, die niet het dichtst bij hun woonplaats gelegen is.

Deze vergunning kan slechts verleend worden om de organisatiekosten van het vervoer te drukken zonder de kwaliteit van de dienst te verminderen, of om de dienst te verbeteren zonder de organisatiekosten te verhogen.

De vervoerprijs, berekend op grond van het in artikel 4, § 1, bedoelde tarief, wordt integraal betaald door de begunstigde van de vergunning.

TITEL III. — *Vervoer in de gecoördineerde zones*

HOOFDSTUK I — *Opdracht en uitvoering*

Art. 6. Met inachtneming van de door haar bepaalde regels en bij gebrek aan openbaar vervoer dat aan de vraag voldoet, staat de Regering in voor het vervoer naar eigen keuze van leerlingen die de op het grondgebied van het Franse taalgebied gelegen scholen bezoeken.

Zij kan, met inachtneming van de door haar bepaalde regels en bij gebrek aan openbaar vervoer dat aan de vraag voldoet, eveneens zorgen voor het vervoer gemakshalve van leerlingen die de op het grondgebied van het Franse taalgebied gelegen scholen bezoeken.

Art. 7. § 1. De Regering draagt de taken i.v.m. een gezagsfunctie op aan haar diensten, voornamelijk de coördinatie van het vervoer, de uitvoering en de opvolging van het overleg en van de coördinatie tussen de onderwijsnetten, de voorstellen van nieuwe reglementering, de naleving van de reglementering, alsook de exploitatie van de diensten van leerlingenvervoer vooraleer ze overeenkomstig § 2 aan de maatschappijen worden overgedragen.

§ 2. In de gecoördineerde zones draagt de Regering de taken i.v.m. een functie van exploitatie van de bovenvermelde vervoerdiensten op aan de maatschappijen bedoeld in de artikelen 1 en 18 van het decreet van 21 december 1989 betreffende de diensten van het openbaar vervoer in het Waalse Gewest.

In de niet-gecoördineerde zones behoren deze taken tot de bevoegdheid van de diensten van de Regering.

§ 3. De in hoofdstuk II bedoelde adviescommissies worden met een overlegopdracht belast om toe te zien op de naleving van het Schoolpact.

HOOFDSTUK II — *Adviescommissies*

Art. 8. § 1. Er worden een centrale adviescommissie en gedecentraliseerde adviescommissies opgericht waarvan de Regering de territoriale bevoegdheid, de samenstelling en de werking bepaalt, mits inachtneming van de volgende principes.

De adviescommissies bestaan uit zes vertegenwoordigers van de inrichtende machten van de onderwijsinrichtingen en uit twee vertegenwoordigers van de ouderverenigingen van leerlingen die in aanmerking komen voor het krachtens dit decreet georganiseerde vervoer. Ze zijn stemgerechtigd.

De adviescommissies bestaan bovendien uit een vertegenwoordiger van de meest representatieve vereniging van beroepsvervoerders en uit een vertegenwoordiger van de Regering, beiden met raadgevende stem, en de centrale commissie uit een vertegenwoordiger van het College van de Franse Gemeenschapscommissie met raadgevende stem, als het één voordraagt. De centrale commissie bestaat eveneens uit een vertegenwoordiger van de "Société régionale wallonne du Transport" (Waalse Gewestelijke Vervoermaatschappij) en de gedecentraliseerde adviescommissies uit een vertegenwoordiger van de betrokken "TEC" (Maatschappij van Openbaar Vervoer), beiden met raadgevende stem.

Elke adviescommissie is zo samengesteld dat noch de vertegenwoordigers van het confessioneel onderwijs noch die van het niet-confessioneel onderwijs over de meerderheid van stemmen beschikken.

§ 2. De centrale adviescommissie wordt voorgezeten door een afgevaardigde van de Regering. De gedecentraliseerde adviescommissies worden beurtelings voorgezeten door een vertegenwoordiger van het confessioneel onderwijs en door een vertegenwoordiger van het niet-confessioneel onderwijs.

De Regering wijst de secretaris van elke adviescommissie aan, die onder het functionele gezag en in de hiërarchische lijn van de diensten van de Regering staat.

§ 3. Het mandaat van de leden van de commissies is onbezoldigd. De leden die niet tot de diensten van de Regering behoren, krijgen hun reiskosten tussen hun woonplaats en de plaats van de vergadering terugbetaald tegen de prijs van een treinkaartje eerste klas.

§ 4. De centrale adviescommissie maakt een huishoudelijk reglement op dat voor alle commissies geldt en dat ze binnen de maand van de aanneming ervan aan de goedkeuring van de Regering onderwerpt.

Art. 9. De centrale adviescommissie geeft de Regering, op eigen initiatief of op haar verzoek, advies en doet haar voorstellen i.v.m. het algemene beleid inzake het leerlingenvervoer.

De gedecentraliseerde adviescommissies geven de Minister tot wiens bevoegdheden het leerlingenvervoer behoort, op eigen initiatief of op zijn verzoek, advies over de bijzondere vragen i.v.m. het recht op vervoer op hun grondgebied.

Art. 10. De adviescommissies brengen een met redenen omkleed advies uit binnen de door de Regering bepaalde termijn. Het advies wordt op geldige wijze gegeven voor zover elke inrichtende macht vertegenwoordigd is en een meerderheid van drie vierde van de stemmen van de aanwezige of vertegenwoordigde leden behaald wordt.

Als een gedecentraliseerde adviescommissie niet in staat is om binnen de vastgestelde termijn op geldige wijze advies uit te brengen, wordt het dossier aan de centrale adviescommissie onderworpen.

Als de centrale adviescommissie niet in staat is om op geldige wijze advies uit te brengen binnen de vastgestelde termijn, wordt het dossier aan de Regering onderworpen door de Minister tot wiens bevoegdheden het leerlingenvervoer behoort.

HOOFDSTUK III — *Verboden en straffen*

Art. 11. § 1. Er wordt een administratieve geldboete van 20 000 à 100 000 BEF opgelegd aan de inrichtende macht van een door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijsinrichting waar de vervoerde leerlingen ingeschreven zijn, die, binnen een gecoördineerde zone, op eigen initiatief of met haar uitdrukkelijke of stilzwijgende toestemming via een derde een dienst voor leerlingenvervoer organiseert terwijl dat vervoer reeds door de Regering wordt georganiseerd.

§ 2. Deze inbreuk maakt het voorwerp uit van een proces-verbaal dat binnen drie werkdagen na de vaststelling ervan opgemaakt wordt door de ambtenaren die de Regering daartoe heeft aangewezen.

De ambtenaren sturen binnen tien dagen na de datum van het proces-verbaal een afschrift hiervan aan de inrichtende macht en aan de door de Regering afgevaardigde ambtenaar.

De inrichtende macht beschikt over vijftien dagen vanaf de betekening van het proces-verbaal om haar verweermiddelen te doen gelden.

De afgevaardigde ambtenaar bepaalt het bedrag van de boete.

Deze beslissing wordt aan de inrichtende macht betekend, samen met het verzoek tot betaling van het bedrag.

§ 3. De Regering bepaalt de termijn en de wijze van betaling van de boete.

De Regering spreekt zich uit over de verzoekschriften i.v.m. de kwijtschelding of de vermindering van de boeten die krachtens dit artikel worden opgelegd.

§ 4. Bij vaststelling van een nieuwe inbreuk binnen drie jaar vanaf de datum van het proces-verbaal, worden de in § 1 bedoelde bedragen verdubbeld.

Art. 12. De Regering stelt de bevoegde commissies van de Waalse Gewestraad jaarlijks in kennis van de toepassing van deze titel.

TITEL IV. — *Vervoer in de niet-gecoördineerde zones*

Art. 13. De in artikel 8 bedoelde centrale adviescommissie brengt, met inachtneming van de in artikel 10 bedoelde voorschriften, een met redenen omkleed advies uit over elke aanvraag om vergunning tot exploitatie van een gespecialiseerde geregelde vervoerdienst, als bedoeld in artikel 3.

Dezelfde centrale adviescommissie brengt het in artikel 5 vereiste eenparig advies uit.

TITEL V. — *Slot-, wijzigings- en opheffingsbepalingen*

Art. 14. In artikel 13, §§ 1 en 4, eerste lid, van de besluitwet van 30 december 1946 betreffende het bezoldigd vervoer van personen over de weg met autobussen en met autocars, alsook in artikel 1, § 1, van het koninklijk besluit van 31 juli 1980 tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte van machtigingen voor de bijzondere autobusdiensten wordt de verwijzing naar de wet van 26 april 1962 betreffende het gemeenschappelijk vervoer van de leerlingen van de onderwijsinrichtingen vervangen door een verwijzing naar dit decreet.

Art. 15. Opgeheven worden :

1° op het grondgebied van het Waalse Gewest, de wet van 26 april 1962 betreffende het gemeenschappelijk vervoer van de leerlingen van de onderwijsinrichtingen;

2° op het grondgebied van het Franse taalgebied :

a) artikel 4, derde lid, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving;

b) de wet van 15 juli 1983 houdende oprichting van de Nationale Dienst voor Leerlingenvervoer.

TITEL VI. — Inwerkingtreding

Art. 16. Voor de niet-gecoördineerde zones die opgenomen zijn in de bijlage bij dit decreet treden de bepalingen van titel III geleidelijk in werking op een door de Regering bepaalde datum.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 16 juli 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCIEN

Nota

(1) *Zitting 1997-1998 :*

Stukken van de Raad 373 (1997-1998), nrs. 1 tot 7.

Volledig verslag. — Openbare vergadering van 8 juli 1998. Bespreking — Stemming

BIJLAGE

PROVINCIE WAALS-BRABANT

- gemeente Graven
- gemeenten Bevekom, Hélécine, Incourt, Perwijs
- gemeenten Geldenaken, Orp-Jauche, Ramillies
- gemeenten Eigenbrakel, Kasteelbrakel, Genepiën, Itter, Terhulpen, Lasne, Nijvel, Rebecq, Tubeke, Waterloo
- gemeenten Chastre, Chaumont-Gistoux, Court-Saint-Etienne, Louvain-la-Neuve, Mont-Saint-Guibert, Ottignies, Rixensart, Walhain, Waver.

PROVINCIE HENEGOUWEN

- kantons Beaumont en Chimay
- gemeente Gerpinnes
- gemeenten Anderlues, Lobbes, Thuin
- gemeenten Fontaine-l'Evêque, Gerpinnes, Les Bons Villers
- gemeente Châtelet
- gemeenten Aiseau-Presles, Farciennes, Fleurus
- gemeenten Chapelle-lez-Herlaimont, Ham-sur-Heure, Nalinnes

- gemeente Montigny-le-Tilleul
- gemeenten Courcelles, Pont-à-Celles
- Charleroi (Couillet, Marcinelle, Mont-sur-Marchienne)
- Charleroi (centrum)
- Charleroi (Dampremy, Gosselies, Goutroux, Jumet, Monceau-sur-Sambre, Marchienne-au-Pont, Roux)
- Charleroi (Gilly, Lodelinsart, Montignies-sur-Sambre, Ransart)
- gemeenten Celles, Elzele, Frasnes-lez-Anvaing, Mont-de-l'Enclus
- gemeenten Aat, Brugelette, Chièvres, Vloesberg, Lens, Lessen, Opzullik
- gemeenten 's-Gravenbrakel, Ecaussinnes, Edingen, Zinnik
- gemeenten La Louvière, Le Rœulx, Manage, Seneffe
- gemeenten Binche, Erquelinnes
- arrondissement Bergen (behalve Lens)
- gemeenten Belœil, Bernissart, Leuze, Peruwelz
- gemeenten Antoing, Brunehaut, Rumes, Doornik
- arrondissement Moeskroen, en gemeenten Estaimpuis, Pecq.

PROVINCIE LUIK

- gemeenten Lierneux, Malmedy, Stavelot, Stoumont, Trois-Ponts, Weismes, Welkenraedt
- gemeente Burdinne
- gemeente Ferrières
- gemeenten Aubel, Plombières, Thimister-Clermont
- gemeenten Baelen, Jalhay, Limbourg, Spa, Theux
- gemeente Olne
- gemeente Pepinster
- gemeente Hannuit
- gemeenten Braives, Geer, Lincent, Wasseiges
- arrondissement Hoi
- gemeente Neupré
- gemeente Saint-Georges-sur-Meuse
- arrondissement Borgworm
- gemeenten Bitsingen, Blégny, Esneux, Herstal, Juprelle, Oupeye, Neupré, Wezet
- gemeente Comblain-au-Pont
- gemeenten Aywaille, Chaudfontaine, Sprimont, Trooz
- gemeenten Beyne-Heusay, Fléron, Soumagne
- gemeenten Flémalle, Grâce-Hollogne, Seraing
- gemeente Herve
- gemeenten Dison, Verviers
- gemeenten Ans, Awans, Saint-Nicolas
- Luik (Rocourt)

- Luik (Angleur, Chênée, Grivegnée)
- Luik (Bressoux, Jupille-sur-Meuse, Wandre)
- Luik (centrum, Glain).

PROVINCIE LUXEMBURG

- alle arrondissementen.

PROVINCIE NAMEN

- gemeenten Anhée, Beauraing, Dinant, Hastière, Onhaye, Rochefort, Somme-Leuze
- gemeenten Bièvre, Ciney, Gedinne, Hamois, Havelange, Houyet, Vresse-sur-Semois
- gemeente Yvoir
- gemeenten Andenne, Fosses-la-Ville, Jemeppe-sur-Sambre, Profondeville, Sambreville
- gemeenten Assesse, Gesves, Ohey
- arrondissement Philippeville
- gemeenten Floreffe, Mettet
- gemeenten Eghezée, Fernelmont, La Bruyère
- gemeenten Gembloux, Sombreffe
- arrondissement Marche (onder het bestuur van Namen gebracht)
- Namen (behalve secties Loyers, Nannine, Andoy, Erpent, Dave, Jambes, Wépion)
- Namen (secties Loyers, Nannine, Andoy, Erpent, Dave, Jambes)
- Namen (sectie Wépion).

Gezien om te worden gevoegd bij het decreet van 16 juli 1998 houdende reglementering van het vervoer van leerlingen die door de Franse Gemeenschap op het grondgebied van het Franse taalgebied georganiseerde of gesubsidieerde onderwijsinstellingen bezoeken.

Namen, 16 juli 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCIEN



7 JUILLET 1998. — Arrêté ministériel déterminant le modèle et les modalités d'agrément de la convention relative au transfert des obligations visées à l'article 8, alinéa 3, du décret du 18 juillet 1997 relatif à l'insertion de demandeurs d'emploi auprès d'employeurs qui organisent une formation permettant d'occuper un poste vacant

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,

Vu le décret du 18 juillet 1997 relatif à l'insertion de demandeurs d'emploi auprès d'employeurs qui organisent une formation permettant d'occuper un poste vacant, notamment l'article 8, alinéa 3;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 décembre 1997 d'exécution du décret du 18 juillet 1997 relatif à l'insertion de demandeurs d'emploi auprès d'employeurs qui organisent une formation permettant d'occuper un poste vacant, notamment l'article 14, alinéa 3;